

*Initiatives ministérielles*

pas suffisant. Et deux milliards? Est-ce suffisant? Non, ce n'est toujours pas assez. Et 2,7 milliards? Ah! voilà qui suffira.

• (1740)

Voilà donc le gouvernement qui nous dit qu'il va s'engager à dépenser 2,7 milliards de dollars de deniers publics à ce projet. Mais les gens se demandent si c'est bien la meilleure façon de dépenser cet argent.

Or, il est intéressant de rappeler qu'à l'époque—en décembre 1989, j'ai tenu à vérifier au compte rendu—le ministre responsable du projet de loi nous avait dit qu'il fallait en faire progresser l'étude, et nous en avons donc entamé le débat en deuxième lecture. Puis, nous n'en avons plus entendu parler durant des mois. Pas un mot du ministre de l'Énergie, pas un seul mot jusqu'à ce qu'il nous revienne en juin pour nous demander de l'adopter en deuxième lecture. Nous avons eu une journée de débat. Et ce fut tout.

Nous voici qui devons nous dépêcher pour adopter maintenant ce projet de loi en deux ou trois jours. Combien de temps a-t-on passé à la Chambre à discuter de la façon dont nous devrions dépenser 2,7 milliards de dollars de deniers publics? Savez-vous, monsieur le Président, combien de temps nous avons pris?

Le 7 novembre, nous avons passé deux minutes, le 18 décembre 1989, 61 minutes, le 9 février 1990, 130 minutes et le 7 juin 1990, 148 minutes.

Puis le projet de loi est allé en comité. Cet énorme projet de loi a été renvoyé à un comité pour être étudié et savez-vous combien de temps le parti conservateur a autorisé à son étude? Un jour, un seul jour. Et, monsieur le Président, il s'agit de 2,7 milliards de dollars de deniers publics et on ne peut pas les gaspiller sans qu'il y ait eu au préalable une discussion et un débat appropriés en comité. On n'a accordé qu'un seul jour avant d'en précipiter l'adoption.

Puis nous revenons au rapport du comité à la Chambre. Combien de temps passons-nous à cette étude? Quatre ou cinq jours? Monsieur le Président, nous passons une seule minute—60 secondes. C'est tout le temps ce que nous passons à l'étape du rapport. Nous en sommes maintenant à la dernière lecture—le rapport du comité a été présenté à la Chambre en une minute, puis nous avons accordé 103 minutes à l'étape du rapport et maintenant le gouvernement dit que c'est assez, qu'il ne peut

pas supporter un débat plus long sur ce sujet. Nous avons vraiment passé 800 minutes, en comptant le vote, sur la dépense de 2,7 milliards de dollars de deniers publics.

Il n'est pas étonnant que les Canadiens n'aient pas confiance dans le gouvernement. Il s'agit de 2,7 milliards de dollars, de 2 000 millions plus 700 millions de dollars et les ministériels demandent une adoption précipitée.

Nous avons des questions que nous voulons poser. Elles n'ont pas reçu de réponses satisfaisantes. En fait, nous n'avons reçu aucune réponse.

Quand le ministre de l'Énergie a proposé pour la première fois ce projet de loi, il a déclaré que cela contribuerait considérablement à fournir au Canada atlantique une source régionale d'approvisionnement en pétrole. Quand je lis ces paroles du ministre, j'en conclus que le pétrole d'Hibernia ira aux raffineries de la région de l'Atlantique. Il dit que cela contribuera considérablement à fournir au Canada atlantique une source régionale d'approvisionnement en pétrole.

Or, pas une goutte de ce pétrole ne sera raffiné dans la région de l'Atlantique. Il prendra la direction des États-Unis. Il ne s'en retrouvera pas une goutte dans les raffineries canadiennes. Voilà ce que nous disons. Pourrons-nous approfondir la question? Mais non, le temps presse.

À quoi travaillons-nous? Est-ce notre tâche de faciliter la mise en valeur des ressources énergétiques en faveur des raffineries de Mobil Oil en Californie, au Texas ou sur la côte est des États-Unis? Ce sont des questions capitales à poser. Mais non, les ministériels disent qu'ils forment la majorité, qu'ils sont les dictateurs élus pour quatre ans, qu'ils peuvent agir comme bon leur semble, qu'ils peuvent faire fi des Communes.

Disons-le franchement, c'est pourquoi la population canadienne a perdu toute confiance dans le gouvernement. C'est pourquoi en ce moment 85 p. 100 de la population canadienne ne voudra jamais le réélire. Après avoir dit aux Canadiens que le gouvernement va investir 2,7 milliards de l'argent de leurs impôts afin de constituer une source locale d'approvisionnement en pétrole pour la région de l'Atlantique, le ministre de l'Énergie change d'idée, de sorte que nous contribuons maintenant à un programme continental de sécurité énergétique. Nous employons nos deniers publics pour constituer les réserves pour le marché nord-américain.